

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPALUMIC INDUSTRIES

Lieu-dit Les Feuilles
Rue Marie Curie - Route de Beire
21110 Genlis

Références : 2024-89
Code AIOT : 0005402208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2024 dans l'établissement SEPALUMIC INDUSTRIES implanté 250 route de BeireLe Fort Zone Industrielle de Beire 21110 Genlis. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPALUMIC INDUSTRIES
- 250 route de BeireLe Fort Zone Industrielle de Beire 21110 Genlis

- Code AIOT : 0005402208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEPALUMIC produit des profilés aluminium laqués et sertis à destination des filiales du groupe SEPALUMIC pour la fabrication de menuiseries aluminium (fenêtres, vérandas, portes, etc..).

Dans l'usine de Genlis, chaque année, 8000 tonnes de profilés sont transformés.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plans des réseaux des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article III.8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Installations de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IV.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.1.1 et IX 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Equipement de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.4.2.	Demande d'action corrective	6 mois
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.4.5.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Ouvrage de contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article V.5.1	Sans objet
4	Mesure du	Arrêté Préfectoral du 25/01/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	niveau de bruit et de l'émergence	article VIII.2.3	
6	Mesure constructive magasin de peinture	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.2.	Sans objet
7	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.3.2	Sans objet
8	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Corpus réglementaire de la visite d'inspection :

- Arrêté préfectoral n°97 du 7 juillet 2021 portant autorisation environnementale relatif à l'exploitation de fabrication de profilés aluminium.

Cette visite d'inspection a entre autres mis en évidence les non-conformités suivantes :

Concernant les rejets atmosphériques, il apparaît que :

- l'exploitant ne dispose pas des plans relatifs aux rejets atmosphériques à jour, les plans actuellement disponibles ne permettent pas de différencier l'ensemble des points de rejets existants ;
- l'inspection a constaté que de nombreux points de rejets n'étaient pas conformes, leur conception empêche l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Concernant le risque incendie, il apparaît que :

- de nombreuses ouvertures dans les murs ou parois séparatifs ne sont pas rebouchées ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la surface utile des exutoires de fumées est suffisante ;
- l'exploitant n'a pas réalisé les opérations de remise en conformité de matériel en zone ATEX depuis le 12 septembre 2023 ;
- l'exploitant ne trace pas les éventuelles mesures correctives prises suite au contrôle des installations électriques ;
- l'exploitant n'a pas fait réaliser la vérification complète des équipements de protection contre la foudre à la suite de leur installation par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans des réseaux des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article III.8
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier ICPE - Plans de localisation des rejets
Prescription contrôlée : "L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] • les plans tenus à jour ; [...] Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents évoqués dans le dernier alinéa ci-dessus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum."
Constats : L'inspection a demandé par courriel le 25 janvier 2024, les plans qui indiquent la localisation des rejets atmosphériques. <u>NON-CONFORMITE</u> Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan qui indique la localisation des rejets atmosphériques à jour. <u>OBSERVATION</u> L'inspection a également constaté que les points de rejet notifiés dans le porter à connaissance en cours d'instruction, sont pour certains regroupés, comme par exemple les 4 points de rejets initialement prévus de l'atelier de laquage de l'usine 2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit un plan à jour matérialisant la localisation de l'ensemble des points de rejet atmosphérique en indiquant leur numéro de conduit. Il indique pour chaque point de rejet : l'Installation raccordée ; la rubrique ICPE concernée ; la hauteur du point de rejet en m par rapport au sol ; le diamètre du débouché en m ; le débit nominal en Nm ³ /h ; la vitesse minimale d'éjection en m/s.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6mois

N° 2 : Installations de rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IV.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : "Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs."

[...]

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. [...]

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Constats :

L'inspection a constaté que l'ensemble des installations qui sont potentiellement génératrices de poussières, gaz, polluants ou odeurs sont captées à la source. L'ensemble de ces installations sont entièrement capoté.

Les conduits des points de rejet atmosphériques sont aménagés afin de permettre le prélèvement des émissions de polluants à l'atmosphère.

NON-CONFORMITE

L'inspection a constaté que seules trois cheminées sont conçues pour permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Pour l'ensemble des autres points de rejet, la présence d'un chapeau chinois ou d'un coude dirigeant les rejets vers le sol ne permet pas de favoriser l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Ouvrage de contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article V.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraine

Prescription contrôlée :

<p>"L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les 4 piézomètres sont bien enregistrés à la Banque du Sous-Sol sous les numéros :</p> <p>BSS004BNSY : PZ 1, BSS004BNSZ : PZ 2, BSS004BNTA : PZ 3, BSS004BNTD : PZ 4</p> <p>L'inspection a constaté que les 4 piézomètres étaient visibles, tous les tubes sont munis d'un couvercle cadénassé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesure du niveau de bruit et de l'émergence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2024, article VIII.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le rapport d'essai du niveau sonore n° 9283268-001-1 du 5 juillet 2016. Celui-ci ne fait pas état de non-conformité ou d'observation.</p> <p>L'article 22.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2005 prescrivait la réalisation d'une mesure d'émission sonore au minimum tous les cinq ans. Par conséquent, une nouvelle mesure aurait dû être réalisée avant le 5 juillet 2021.</p> <p>Cependant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°976 du 7 juillet 2021 est venu entre autres abroger l'article VIII.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2005 en prescrivant la réalisation</p>

<p>d'une première mesure du niveau de bruit et de l'émergence un an au maximum après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant a confirmé que la mise en service complète des installations encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°976 du 7 juillet 2021 a été réalisée en juillet 2023.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'il avait fait réaliser un devis pour la réalisation de la mesure du niveau de bruit et de l'émergence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise une mesure du niveau de bruit et de l'émergence avant juillet 2024 et transmet le rapport à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Comportement au feu des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.1.1 et IX 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"ARTICLE IX.3.1.1. Comportement au feu des locaux</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).</p> <p>Les sols des aires et locaux de stockage doivent être incombustibles (classe A1).</p> <p>[...]</p> <p>De plus, les bâtiments abritant les installations classées 2560, présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • structure du bâtiment de production R30 ; • murs extérieurs en bardage acier avec matériau d'isolation incombustible ; • les autres bâtiments voisins du bâtiment de fabrication seront séparés par des murs coupe-feu REI120 : <p>locaux techniques pouvant présenter des risques concernant l'incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les autres locaux seront séparés de plus de 3 mètres du bâtiment concerné. <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</p> <p>Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p> <p>ARTICLE IX.3.1.2. Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la</p>

propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice1).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 7 février le dossier d'ouvrage exécuté du 17 janvier 2022 comportant les éléments justificants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'utilisation de matériaux de classe A1 conformément à la norme NF EN 13501-1; - de l'installation de matériaux pour la toiture et la couverture répondant à la classe BROOF (t3) ; - des caractéristiques de réaction et de résistance prescrites pour les installations classées 2560 ; <p>Lors de la visite du 9 février 2024 l'inspection des installations classées a constaté que les portes contrôlées communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique.</p> <p>L'inspection a constaté que les murs coupe-feu séparant deux zones dépassaient de 1 mètre en toiture.</p> <p>Les murs extérieurs de l'installation 2560 sont en béton, cependant l'exploitant n'a pas fournis les éléments justifiant le caractère REI 120 de ce mur.</p> <p>NON-CONFORMITE</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que de nombreux percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, pour le passage de gaines ou de galeries techniques ne sont pas rebouchés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rebouche l'ensemble des percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs afin d'assurer un degré coupe feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>L'exploitant fournit les éléments justifiant le caractère REI 120 du mur de l'installation 2560.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6mois

N° 6 : Mesure constructive magasin de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Le magasin peinture est situé dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120.</p> <p>Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait par une porte coupe-feu de degré EI120 munis d'un ferme-porte."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le magasin peinture est situé dans un local exclusivement réservé à cet effet, isolé par une paroi coupe feu, la communication entre le local et le bâtiment se fait par une porte coupe-feu munie d'un ferme-porte.</p>

<p>OBSERVATION : Il a été constaté qu'une sangle empêchait la fermeture de la porte de la cellule du magasin de peinture. L'exploitant a précisé que cette action était rendue nécessaire le temps de l'intervention d'un technicien pour des opérations sur la centrale incendie. La fin de l'intervention devant intervenir dans la journée, la sangle serait enlevée en fin de journée du 9 février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant encadre par une procédure et met en place des mesures compensatoires lorsque une maintenance vient dégrader temporairement le niveau de sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 %, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée, [...], chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie, aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la voie engin faisait le tour des installations, avec une largeur supérieure à trois mètres et sans obstacles aériens.</p> <p>L'ensemble des installations est à une distance inférieure à 60 mètres de cette voie et le jour de l'inspection aucun obstacle n'était présent entre la voie engin et les accès à l'installation.</p> <p>Deux accès extérieurs indépendants permettent l'accès à la voie "engins".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Longueur de la voie engin</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin, • longueur minimale de 10 mètres, • présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la voie engin fait plus de 100 mètres que celle-ci fait plus de 6 mètres sur la majorité et que plusieurs portions de moins de 100 mètres de long font au moins 3 mètres de large.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Equipement de désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.3.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie - Evacuation des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou auto-commande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de désenfumage.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932,[...].</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, [...], présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; • fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; • classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN / m²) pour des altitudes

<p>inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN / m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • classe de température ambiante T (00) ; • classe d'exposition à la chaleur B 300."
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 7 février 2024, l'exploitant a transmis les documents justifiant la conformité : des commandes manuelles des DENFC à la norme NF S61-938 ;des DENFC à la norme NF EN 12101-2 et leurs caractéristiques respectent celles prescrites à l'article IX.3.4 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021.</p> <p>Lors de sa visite du 9 février 2023, l'inspection a constaté que : les DENFC sont implantés à plus de 7 mètres des murs coupe-feu ; les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis de nombreuses issues du bâtiment ou des cellules de stockage ; il existe plusieurs commandes, toutes placées à proximité des accès, installées à différents points opposés de chaque zone de désenfumage.</p> <p>OBSERVATION</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la surface utile de l'ensemble des exutoires soit supérieure à 2 % de la superficie de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que la surface utile de l'ensemble des exutoires est supérieure à 2 % de la superficie de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30jours</p>

N° 10 : Installation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le 07/02/2024 : le rapport n°6859418-011-1 du 06 février 2024 relatif à la vérification des installations électriques ; le certificat Q 18 n°6859418-011-1 du 06 février 2024 ; le dossier relatif à la protection contre les</p>

<p>explosions du 12 septembre 2023.</p> <p>Au vu de ces documents il apparaît entre autres les non-conformités suivantes :</p> <p>« Présences de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie » observation récurrente ;</p> <p>« Le degré coupe-feu de la paroi n'a pas été reconstitué au passage des câbles » ; plusieurs « Appareils d'éclairage de sécurité ne fonctionnant pas en l'absence du réseau "normal" » ;10 équipements présents en zone ATEX n'ont pas « la classe matériel » conforme vis-à-vis de la zone où ils sont présents.</p> <p>NON-CONFORMITE</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'aucune intervention n'avait été réalisée suite au rapport relatif à la protection contre les explosions du 12 septembre 2023.</p> <p>NON-CONFORMITE</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'il n'existait pas d'enregistrement des mesures correctives prises à la suite d'une observation ou d'une non-conformité relevée lors d'une vérification annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les opérations permettant de lever les non-conformités relevés lors des contrôles des installations électriques et des matériels ATEX.</p> <p>Il trace l'ensemble des interventions réalisées dans un registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6mois</p>

N° 11 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2021, article IX.4.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique,[...] les rapports de vérifications. [...]</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation."</p>

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 7 février 2024 l'étude technique foudre n° 03316 v2 du 30 juin 2022. Celle-ci préconise l'installation de 2 paratonnerres et 4 parafoudres et d'équipements permettant d'enregistrer des impacts.

Lors de l'inspection l'exploitant a montré les analyses risque foudre :

du 27/09/2018 ref 01912 ;du 28/10/2019 ref 02318 ;du 21/06/2023 ref 03701 ;

Il a également mis à disposition de l'inspection l'étude technique foudre du 21 juin 2023 ref 03701

L'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas réalisé la vérification complète des équipements à la suite de leur installation par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser la vérification complète des ses installations de protection contre la foudre par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

L'exploitant justifie qu'il dispose d'une notice de vérification et de maintenance, ainsi que d'un carnet de bord.

L'exploitant précise les actions mises en place suite à l'ETF du 21 juin 2023 ref 03701.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois